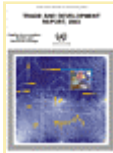




CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

CNUCED E-News

Le Rapport sur le commerce et le développement 2003 Il ne suffit pas de libéraliser le commerce...



Cette année, le Rapport sur le commerce et le développement, rendu public le 2 octobre, "donne des explications qui peuvent remettre en question les idées reçues et montre qu'il faut repenser les stratégies de développement", a indiqué Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU.

Ce rapport passe en revue les tendances et les perspectives économiques mondiales, et aborde notamment les déficiences de la relation entre le commerce et le développement. Il examine plus particulièrement la situation en Amérique latine, où les réformes des échanges commerciaux axées sur le marché ont été les plus ambitieuses, bien que les succès initiaux aient été éphémères.

Selon le rapport, les récents signes de reprise économique aux États Unis doivent être considérés avec prudence. L'absence de récession prolongée est due en grande partie à un accroissement des dépenses de consommation. La reprise actuelle n'est que temporaire: la modicité des hausses de rémunérations, la montée du chômage et l'augmentation exponentielle de l'endettement privé et public sont autant de signes inquiétants.

Le rapport conclut que seules des politiques expansionnistes concertées entre les principaux pays peuvent assurer un rééquilibrage ordonné des relations économiques. La CNUCED lance une mise en garde: «Si des mesures énergiques ne sont pas prises pour restaurer la stabilité des marchés financiers et des marchés des changes, pour enclencher une reprise mondiale et pour inverser la montée rapide du chômage, les déséquilibres commerciaux et la coexistence d'une croissance soutenue dans certaines parties du monde et de la stagnation, du déclin et de la perte d'emplois dans les autres pourraient accroître le mécontentement d'une large section de la population mondiale à l'égard de la mondialisation, entraînant un retour de bâton sur le plan politique et une perte de confiance dans les marchés et dans la libéralisation.». Cette réalité est bien illustrée par l'Amérique latine, où après deux décennies de réforme, «les résultats sont décevants sur les plans de la croissance, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté», comme le fait observer Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED. En fait, de nombreux pays de cette région sont aux prises avec les mêmes problèmes de balance des paiements et d'endettement que ceux qui ont contribué à la crise du début des années 80. Contrairement à l'Asie, qui a continué à s'industrialiser après la crise de la dette, de nombreux pays d'Amérique latine ont connu une «désindustrialisation prématurée», marquée par une faible croissance et le chômage. Les efforts qu'ils ont entrepris pour se doter de secteurs technologiquement avancés se sont heurtés à des obstacles et la faible croissance de la productivité dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre a entraîné une vive concurrence avec des pays où la main d'œuvre est moins chère.

Issue No. 5, septembre 2003

Table des matières

Le Rapport sur le commerce et le développement 2003	1
Des propositions concrètes concernant les produits de base	2
Le coton et le café: Deux produits de base en difficulté	3
WORLD INVESTMENT REPORT 2003	4
La CNUCED ouvre la voie à la mesure des activités en ligne	4

Des propositions concrètes concernant les produits de base

Entretien avec Mehmet Arda, responsable du Service des produits de base

CNUCED: Récemment, à la demande de l'Assemblée générale, la CNUCED a invité des personnalités à participer à une réunion pour examiner les conséquences des problèmes des marchés des produits de base sur le développement des pays tributaires de ces produits. En quoi cette réunion a-t-elle différé de celles de groupes d'experts que la CNUCED met sur pied plusieurs fois par an?

MA: Tout d'abord, il ne s'agissait pas d'une réunion d'experts, mais d'une réunion de personnalités. La différence fondamentale tient dans le fait que la demande émanait de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'année dernière, lorsque l'Assemblée a examiné la situation mondiale en matière de produits de base, en se fondant sur un document établi par la CNUCED, elle a estimé que les cours des produits de base et la dépendance des pays en développement à l'égard de ces produits étaient préoccupants et méritaient l'attention de la communauté internationale au plus haut niveau. Elle a donc demandé au Secrétaire général de la CNUCED d'inviter des personnalités à se pencher sur les problèmes des marchés de produits de base, en particulier les cours, et d'examiner les mesures à prendre pour y remédier. Mais le plus important, c'est que les recommandations de ces personnalités indépendantes seront présentées lors de la session de l'Assemblée générale qui se déroule actuellement à New York.

CNUCED: Dans quelle mesure les discussions de ces personnalités ont-elles été influencées par l'échec des négociations commerciales de Cancún quelques jours plus tôt?

MA: Le thème de la réunion dépassait largement les questions qui relèvent de l'OMC, de sorte que ce qui s'était passé à Cancún n'a pas eu d'influence directe. Cependant, les négociations commerciales multilatérales sont un aspect important de la question des produits de base et certains des points à l'ordre du jour de la Conférence de Cancún ont été abordés par ces personnalités. Par exemple, elles ont longuement discuté des subventions agricoles et de l'initiative proposée par quatre pays africains (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) pour résoudre le problème des subventions à la production de coton. D'autres éléments des négociations de l'Organisation mondiale du commerce qui concernent le secteur des produits de base ont également été examinés: les mesures phytosanitaires, la protection de la propriété intellectuelle et les droits de douane sur les produits transformés qui limitent les efforts de diversification des pays en développement.

CNUCED: Les personnalités ont recommandé la création d'un fonds international de diversification. Comment cette idée pourrait-elle être traduite dans les faits?

MA: L'accès aux marchés est extrêmement important. Si vous voulez écouler un produit compétitif mais que vous n'avez pas accès au marché, vous ne vendrez rien! L'inverse est vrai aussi: vous avez beau avoir un large accès au marché, si vous n'avez rien à vendre ou si votre produit ne répond pas aux exigences des consommateurs, vous ne pourrez pas l'écouler. En outre, si les pays en développement étaient moins tributaires d'un petit nombre de produits de base, ils se trouveraient dans une position beaucoup plus avantageuse. Pour résoudre ce problème, ces pays pourraient améliorer leur capacité d'offre. En d'autres termes, les producteurs pourraient faire porter tous leurs efforts sur des produits dont la demande est plus dynamique ou se mettre à transformer et à diversifier leur production. Ils pourraient aussi envisager d'améliorer leurs produits.

Voilà pourquoi il a été proposé de créer un fonds international de diversification. Au lieu de donner de l'argent aux gouvernements, ce fonds améliorerait les capacités du secteur privé et renforcerait les organismes qui fournissent une assistance et des services au secteur des produits de base pour qu'il puisse répondre aux exigences des consommateurs. Bien entendu, cela nécessite un financement appréciable. Les personnalités ont examiné un certain nombre de suggestions et, selon le système qui a suscité le plus d'intérêt, les pays développés contribueraient à ce fonds sur la base de leur part dans le total des importations en provenance des pays en développement.

L'idée d'un fonds de diversification avait déjà été avancée précédemment mais, pour autant que je sache, on n'a jamais formulé de propositions précises sur la façon de le financer ni exposé les raisons qui justifient sa création. La récente proposition va donc plus loin.

CNUCED: L'Union européenne et le Fonds monétaire international ont déjà mis en place des mécanismes de financement compensatoire dans le passé. En quoi le système proposé par le groupe de personnalités serait t il plus efficace?

MA: Lorsqu'un pays obtient des recettes nettement moindres que prévu alors que ses dépenses augmentent considérablement, il doit faire face à de graves difficultés économiques! Bien entendu, la compensation ne résoudra pas le problème des produits de base, mais elle permettra d'y remédier à court terme. L'Union européenne, avec le STABEX, et le FMI se sont efforcés de s'attaquer à ce problème, mais sans grand succès, notamment parce que les systèmes mis en place étaient trop compliqués.

Le système de financement compensatoire proposé par les personnalités est inventif et ouvre des perspectives nouvelles. Il est également plus facile à mettre en œuvre. Dans le cadre des systèmes adoptés dans le passé, la compensation s'effectuait après la baisse des recettes et les pays bénéficiaires devaient se plier à une longue procédure pour prouver que les recettes avaient effectivement baissé. Il en résultait des retards dans l'obtention des fonds au moment même où ceux ci faisaient le plus cruellement défaut. Le système proposé serait plus automatique. Il vise principalement à assurer la disponibilité des fonds sans trop de retard lorsque les conditions requises sont remplies. À cet effet, il est évidemment nécessaire que des instruments financiers appropriés soient mis en place.

Le coton et le café: Deux produits de base en difficulté

Les cours du coton et du café ont fortement baissé ces dernières années. Selon les estimations de la CNUCED, si de 1999 à 2002 les cours du café et du coton étaient restés à leur niveau de 1998, les pays producteurs de café auraient obtenu 19 milliards de dollars des États Unis de plus qu'en réalité et les pays d'Afrique de l'Ouest producteurs de coton auraient obtenu 1 milliard de dollars de plus.

Ces deux produits de base revêtent une importance cruciale pour de nombreux pays en développement. Dans les deux cas, leurs difficultés ont été causées principalement par un déséquilibre entre l'offre et la demande, dans la mesure où la production a été bien supérieure à la consommation.

Cependant, les similitudes entre ces deux produits s'arrêtent là. Tout d'abord, les raisons de ces augmentations de la production sont très différentes. Dans le cas du coton, ce sont des subventions aux producteurs des pays développés, en particulier aux États Unis, qui ont engendré une augmentation de la production, malgré une stagnation de la demande et une baisse de la productivité par rapport à de nombreux pays en développement. La réduction et, à terme, la suppression des subventions sont essentielles pour corriger cette situation et permettre aux pays producteurs de coton qui sont concurrentiels, dont certains figurent parmi les plus pauvres d'Afrique occidentale, d'obtenir des recettes satisfaisantes de leur production de coton.

Pour sa part, le café n'est cultivé que dans les pays en développement et les subventions ne jouent aucun rôle direct dans les difficultés de ce secteur. Le déséquilibre actuel entre l'offre et la demande résulte fondamentalement d'une baisse des coûts de production et d'une augmentation de la production dans deux pays: le Brésil et le Viet Nam. Le problème est aggravé par l'absence de progrès dans d'autres pays producteurs de café, qui n'améliorent pas leur productivité et ne s'orientent pas vers d'autres produits, ce qui ne fait qu'exacerber la baisse des cours.

L'*Organisation internationale du café* (OIC) reconnaît que, pour résoudre ce problème, il faut éliminer l'excédent de l'offre par rapport à la demande. Outre des initiatives visant à accroître la demande, elle a engagé l'exécution d'un certain nombre de programmes centrés sur l'offre, tels que le retrait du marché de cafés de mauvaise qualité. Cependant, il faut faire davantage, et notamment prendre des mesures pour favoriser la diversification.

Les participants à la *Réunion de personnalités sur les questions relatives aux produits de base*, organisée par la CNUCED les 22 et 23 septembre 2003, ont recommandé la suppression des subventions à la production du coton et la compensation des baisses de recettes dans les pays en développement. Ils ont également proposé que l'OIC envisage de percevoir une redevance sur la délivrance de certificats d'origine et utilise les recettes ainsi obtenues pour atténuer la pauvreté qui résulte de l'insuffisance des cours du café.

WORLD INVESTMENT REPORT 2003

POLITIQUES EN MATIÈRE D'IED POUR LE DÉVELOPPEMENT: PERSPECTIVES NATIONALES ET INTERNATIONALES



Le *World Investment Report* de cette année porte sur la baisse des investissements étrangers directs (IED). Il examine les raisons de cette baisse et la façon dont les politiques nationales et les accords internationaux en matière d'investissement permettent d'attirer des IED. Ce rapport comprend une riche annexe statistique, qui contient les données les plus récentes sur les flux d'IED, les stocks d'IED et des indicateurs connexes. Il donne également la liste des 100 premières sociétés transnationales, classées en fonction de l'importance des actifs étrangers.

Le *World Investment Report 2003* (numéro de vente: E.03.II.D.8, ISBN 92 1 112580 4) est en vente au prix de 49 dollars des États Unis (prix spécial de 19 dollars des États Unis dans les pays en développement et les pays en transition). Pour l'obtenir, veuillez vous adresser à UN Publications, Two UN Plaza, Room DC2 853, Dept. PRES, New York, NY 10017, États Unis (tél.: +1 800 253 9646 ou +1 212 963 8302; télécopie: +1 212 963 3489; courriel: publications@un.org) ou à la Section des ventes et de la commercialisation, bureau E4, Palais des Nations, CH 1211 Genève 10, Suisse (tél.: +41 22 917 2614; télécopie: +41 22 917 0027; courriel: unpubli@unog.ch; Internet: www.un.org/publications).

La CNUCED ouvre la voie à la mesure des activités en ligne

Pour la première fois lors d'une réunion intergouvernementale, il a été convenu que tous les pays rassembleraient un ensemble d'indicateurs communs pour mesurer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il s'agira de la première étape de la création d'une indispensable base de données internationales sur les TIC et les statistiques relatives aux activités économiques en ligne. Cette réunion, qui était la première du genre sur la mesure statistique de l'utilisation des TIC et d'Internet par les entreprises et les ménages, s'est tenue à Genève du 8 au 10 septembre 2003.

Lors du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se tiendra à Genève du 10 au 12 décembre 2003, la CNUCED participera à l'organisation d'un atelier consacré au suivi de la société de l'information.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Susan Teltscher, Service du commerce électronique (tél.: +41 22 907 5509; courriel: susan.teltscher@unctad.org)

On connaît très mal la façon dont les particuliers, les entreprises et les administrations utilisent les TIC. Or, il est crucial de disposer de données et d'indicateurs comparables sur le plan international pour suivre et évaluer les politiques et les stratégies concernant les TIC et les activités économiques en ligne, et pouvoir ainsi analyser les effets de ces politiques et stratégies sur le développement et la croissance économiques. Par exemple, les responsables politiques ont besoin de points de repère pour évaluer leurs performances, lorsqu'ils comparent ces dernières avec celles de leurs partenaires commerciaux ou de leurs concurrents.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) réalise des travaux dans ce domaine depuis la fin des années 90, et un certain nombre de pays de l'OCDE recueillent maintenant des statistiques sur les TIC. Des initiatives régionales visant à entreprendre la mesure des activités en ligne commencent également en Asie et en Amérique latine.